



HAL
open science

Comment Friedman a-t-il persuadé? Du "taux d'intérêt naturel" au "taux de chômage naturel": Portée, limites et usages d'une analogie revendiquée

Christophe Laviaille

► To cite this version:

Christophe Laviaille. Comment Friedman a-t-il persuadé? Du "taux d'intérêt naturel" au "taux de chômage naturel": Portée, limites et usages d'une analogie revendiquée. 2014. halshs-01204655

HAL Id: halshs-01204655

<https://shs.hal.science/halshs-01204655>

Preprint submitted on 24 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



LÉO
Laboratoire
d'Économie
d'Orléans

Unité Mixte de Recherche
n° 7322 du CNRS

Document de Recherche

n° 2014-10

« Comment Friedman a-t-il persuadé ?

Du « *taux d'intérêt naturel* » au « *taux de chômage naturel* » :
Portée, limites et usages d'une analogie revendiquée »

Christophe LAVIALLE

Comment Friedman a-t-il persuadé ?

Du « *taux d'intérêt naturel* » au « *taux de chômage naturel* »:

Portée, limites et usages d'une analogie revendiquée

Lavialle Christophe

Université d'Orléans, CNRS, Laboratoire d'Économie d'Orléans^α

Résumé

L'article s'intéresse à l'analyse des éléments de rhétorique convoqués par Friedman (1968) comme outils de persuasion dans sa critique de la courbe de Phillips et de l'usage accommodant des politiques monétaires. La référence à la « naturalité » du taux de chômage d'équilibre en est un premier, qui joue le rôle de preuve intrinsèque (entechnai) et établit la dimension pathétique de l'argumentaire. La définition de ce concept de taux de chômage « naturel » sur la base d'une analogie avec la définition du taux d'intérêt naturel chez Wicksell (1898), en est un second, qui joue le rôle de preuve extrinsèque (atechnai), et s'appuie à la fois sur le recours à l'autorité d'un Ancien (qui établit la portée éthique de la démonstration), et sur le procédé analogique en lui-même (qui construit la dimension logique du discours). L'article s'intéresse alors à décrypter le fonctionnement démonstratif de ces éléments, et à évaluer précisément la portée de la démonstration logique de Friedman. Nous soulignons à cet égard les limites de l'analogie revendiquée par Friedman et les divergences dans la représentation qu'ont Friedman et Wicksell de l'économie monétaire, de la monnaie et des politiques monétaires. C'est aussi l'occasion, à la lumière de ces développements, de souligner les glissements que Friedman introduit, en usant de ces éléments de rhétorique, dans le contenu du débat macroéconomique. Au final, la rhétorique de Friedman apparaît comme une véritable « sophistique réactionnaire » au sens de Hirschmann (1991).

Mots-Clefs: rhétorique, analogie, taux naturel de chômage, politique monétaire, neutralité, Friedman, Wicksell, Hayek, Keynes.

Code JEL : B22, B49

Abstract

This article focuses on the analysis of the rhetorical elements used by Friedman (1968) as persuasive tools in his critique of the Phillips curve and of the use of monetary policies. First, the reference to the "natural" character of the equilibrium rate of unemployment plays the role of an intrinsic evidence (entechnai) and establishes the pathetic dimension of the argument. Similarly/On the contrary, the definition of the concept of "natural" rate of unemployment based upon an analogy with the definition by Wicksell (1898) of the natural rate of interest plays the role of extrinsic evidence (atechnai) and relies on both the use of the authority of an Ancient (establishing the ethical implications of the demonstration), and the analogical method itself (building the logical dimension of speech). We (then) proceed to decrypt the demonstrative operation of these elements, and accurately assess the scope of Friedman's logical demonstration. We emphasize the limits of the analogy claimed by Friedman and we stress the differences in the ways that Friedman and Wicksell have of looking at monetary economics, money and monetary policies. These developments give us an opportunity to highlight the shifts introduced by Friedman in the content of the macroeconomic debate by using these rhetorical elements. Finally, the rhetoric of Friedman appears as a true "reactionary sophistry" in the sense of Hirschmann (1991).

Keywords: rhetoric, analogy, naturel rate of unemployment, monetary policy, neutrality, Friedman, Wicksell, Hayek, Keynes.

JEL Classification System: B22, B49

^α Université d'Orléans, CNRS, LEO, UMR 7322, Collegium Droit, Économie, Gestion, Rue de Blois, BP 26739, F45067 Orléans Cedex 2 – France
Christophe.Lavialle@univ-orleans.fr

1. INTRODUCTION

L'article de Milton Friedman *The Role of Monetary Policy*, publié en 1968, constitue une référence centrale de la macroéconomie contemporaine. L'impact de cet article, qui reprend le discours donné par Milton Friedman le 29 décembre 1967, lors de la réunion annuelle de l'American Economic Association, fut considérable, à la fois dans le champ analytique et des politiques monétaires.

Il parachève d'une certaine manière le travail de l'école monétariste¹, et peut être considéré comme l'article symbole du renouveau libéral et de l'offensive anti-keynésienne des années 1970 et 1980.

Ce qui va nous intéresser ici, c'est la manière dont Friedman a convaincu, a persuadé et a finalement, dans un contexte intellectuel de remise en cause accélérée du dogme keynésien, emporté l'adhésion et fini par influencer rapidement les politiques publiques.

Nous nous inspirerons pour ce faire de la démarche initiée dès 1983 par Deirdre N. Mc Closkey, qui pose, précisément, cette question de la persuasion en économie. L'idée qu'elle défend dès son texte séminal de 1983², puis qu'elle approfondira et prolongera dans ses ouvrages suivants, est la suivante, qui se décline autour de trois thèmes majeurs³ :

- (1) les économistes ne respectent pas dans leurs pratiques de recherche les règles du discours de la méthode positive qu'ils ont officiellement adoptées ;
- (2) Dans leur volonté de persuader, les économistes argumentent sur des bases larges et complexes, qui ne se réduisent pas à la seule argumentation analytique : en particulier les éléments empiriques et/ou théoriques sont constamment accompagnés par la convocation de procédés rhétoriques ;
- (3) Il est d'ailleurs heureux qu'il en soit ainsi : c'est là la marche normale de l'investigation scientifique, que seule la domination du point de vue positiviste empêche de percevoir de manière pleinement lucide.

Comme le rappelle Frobert [2004], le texte de Mc Closkey marque le point de départ d'une abondante littérature consacrée au rôle des métaphores, des analogies, des images, de l'ensemble des procédés rhétoriques en économie. Il aboutit aussi logiquement au plaidoyer qu'elle portera, relatif à la fécondité des méthodes de la critique littéraire appliquée aux textes économiques⁴.

¹ Les années d'après seconde guerre mondiale, on le sait, furent des années de nette domination des idées keynésiennes. La critique friedmanienne de cette nouvelle orthodoxie va s'affirmer progressivement, d'abord au sein du corpus imposé par la synthèse keynésienne, au moyen d'une critique des fondements microéconomiques des grandes fonctions de comportement que contiennent les modèles keynésiens, puis sur la base d'une relecture de l'histoire monétaire des États-Unis, avant d'aboutir finalement à un rejet radical des modèles keynésiens et des pratiques de politique macroéconomique active qu'ils inspirent, rejet basé sur une critique des fondements microéconomiques des *équilibres* keynésiens tels qu'ils pouvaient être décrits par la courbe de Phillips. C'est cette dernière étape, actée dans l'adresse présidentielle de Milton Friedman à l'*American Economic Association* (Milton Friedman [1968]), laquelle initiera le renouveau des conceptions classiques porté par la suite, sous l'impulsion de Robert Lucas, par la Nouvelle École Classique, qui nous intéresse ici.

² Mc Closkey [1983]

³ Cf. Frobert [2004]

⁴ Ce plaidoyer peut, sans surprise, être rapproché de celui du « second » Wittgenstein (celui des *Investigations Philosophiques* : cf. Wittgenstein [1953]) en faveur d'une démarche philosophique conçue comme une « thérapie linguistique » et se donnant pour objet premier de souligner le caractère conventionnel des jeux de langage (ici du langage scientifique), et de dévoiler les mésusages qui en sont fait.

L'hypothèse de recherche que nous faisons dans cet article est que la démarche de Mc Closkey peut parfaitement s'appliquer à l'étude du travail de Milton Friedman :

- (1) alors même que Friedman est présenté comme l'un des meilleurs représentants du positivisme de l'école de Chicago que Mc Closkey dénonce⁵, nous montrerons qu'il bâtit en fait pour l'essentiel sa logique de persuasion sur des procédés rhétoriques classiques⁶:
 - La référence à la « naturalité » du taux de chômage d'équilibre en est un premier, qui joue le rôle de preuve intrinsèque ou intra-rhétorique (*entechnai*) et établit la dimension pathétique de l'argumentaire.
 - La définition de ce concept de taux de chômage « naturel » sur la base d'une analogie avec la définition du taux d'intérêt naturel chez Wicksell (1898), en est un second, qui joue le rôle de preuve extrinsèque ou extra-rhétorique (*atechnai*), et s'appuie à la fois sur le recours à l'autorité d'un Ancien (qui établit la portée éthique de la démonstration), et sur le procédé analogique en lui-même (qui construit la dimension logique du discours).

Ce recours à des procédés rhétoriques n'est pas en soi condamnable : comme le souligne Mc Closkey, il est au contraire la condition d'une authentique conversation, d'une communication fondatrice de la communauté des économistes.

- (2) Mais la démarche de critique littéraire doit pouvoir conduire à remarquer les mésusages des éléments de langage convoqués. En l'occurrence, nous soulignerons les limites de l'analogie revendiquée par Friedman et les divergences dans la représentation qu'ont lui et Wicksell de l'économie monétaire, de la monnaie et des politiques monétaires. Ce sera aussi l'occasion, à la lumière de ces développements, de rappeler les glissements que Friedman introduit, en usant de ces éléments de rhétorique, dans le contenu du débat macroéconomique.
- (3) Nous concluons en rapprochant la démonstration de Friedman, sans surprise, de ce que Hirschman [1991] qualifie de « sophistique réactionnaire », qui fonde sur l'affirmation de la naturalité des lois et phénomènes économiques tout l'argumentaire de présentation des politiques économiques comme des artifices.

Nous revenons en section 2 sur la présentation des procédés classiques de la rhétorique. Puis les sections suivantes font, à cette lumière, l'analyse de la rhétorique friedmanienne, et s'efforcent de distinguer ce qui relève de l'usage nécessaire des figures de style et des

⁵ Cf. Friedman [1953]. Voilà ce que Mc Closkey écrit à ce propos : « Pour tout dire, l'essai de Friedman était déjà à l'époque beaucoup plus post-moderniste que ce qu'une connaissance superficielle pourrait laisser penser. C'est ainsi que Friedman n'hésitait pas à invoquer les critères esthétiques de simplicité et de fécondité parmi ceux qui devaient permettre à un économiste de choisir une théorie plutôt qu'une autre, alors même que dans la phrase suivante il s'efforçait de tout ramener à des questions objectives de prédiction ; Il concédait que les enquêtes, proscrites au nom du modernisme économique, pouvaient être utiles afin de formuler des hypothèses, alors que dans la phrase suivante il affirmait de ces mêmes enquêtes qu'elles s'avéraient « presque totalement inutiles comme moyen de tester la validité des hypothèses économiques ». Il soulignait toute l'importance d'un savoir rhétorique partagé dans l'effet de persuasion (...) alors même que dans la phrase suivante il s'en remettait à une théorie « objective » de l'expérimentation. Comme Karl Popper, Friedman donne l'impression d'avoir tenté de lutter contre l'emprise du positivisme et de sa descendance intellectuelle tout en n'y parvenant pleinement que de manière épisodique. Que le *locus classicus* du modernisme soit lui-même tenté de tant d'anti-modernisme est tout simplement la preuve que le modernisme ne peut sortir indemne d'une discussion sérieuse, quand bien même il serait défendu par les champions les plus accomplis » (Mc Closkey, [1983], pp.71-72)

⁶ Cf. section 2.

procédés rhétoriques dans un but de communication et de persuasion, et ce qui relève d'une pure sophistique centrée sur la manipulation de l'auditoire.

La section 3 revient sur la définition donnée par Milton Friedman de son concept de « taux de chômage naturel », et souligne l'analogie revendiquée par Friedman lui-même entre ce concept et celui de taux naturel d'intérêt forgé en son temps par Knut Wicksell.

Les quatrième et cinquième sections, à partir d'une comparaison des démonstrations positives et des conclusions normatives des deux auteurs, s'attachent à souligner tout l'écart existant en fait entre les deux théories.

La section 6 conclut l'article en soulignant en quoi cet écart est illustratif des glissements introduits par Friedman dans l'exposé du débat macroéconomique, la référence au concept de taux de chômage naturel se réduisant finalement à un pur exercice de « sophistique réactionnaire » au sens de Hirschman.

2. PREAMBULE : LA RHETORIQUE COMME ART DE PERSUADER

2-1 Discourir et convaincre

Si l'on suit Ruth Amossy [2000]:

« Telle qu'elle a été élaborée par la culture de la Grèce antique, la rhétorique peut être considérée comme une théorie de la parole efficace ».

Centrée initialement sur l'analyse du discours politique *oral* (en grec, la rhétorique – *rhétorikè* – est l'art de celui qui parle (*rhêtôr*)), elle s'est progressivement intéressée, comme science du discours et de l'argumentation, aux textes écrits, tout particulièrement aux textes littéraires et dramatiques.

Elle relève de deux traditions philosophiques, qui peuvent logiquement s'articuler :

- elle est d'abord, comme le souligne la rhétorique stoïcienne (on pense à Démosthène), un *ars bene dicendi*, l'art de bien discourir : c'est la tradition nourrie par Quintilien et Cicéron ;
- mais cet art « en soi » peut avoir un objet : celui de persuader. C'est ce sur quoi Aristote, après les sophistes (Gorgias, Protagoras) insiste :

« la rhétorique est la faculté de considérer, pour chaque question, ce qui peut être propre à persuader »

(Aristote, *La Rhétorique*, Chapitre II, I.).

- Cet acte de persuasion se fait, nous dit la socio-linguistique contemporaine, dans un cadre social et éthique donné, nous dirions au sein d'une communauté de discussion organisée autour d'un langage : la rhétorique crée un espace possible de communication, au sein duquel elle autorise la persuasion en étant une « *négociation de la différence* » (Meyer [2004], p.10)

Ainsi pensée, la rhétorique renvoie à un ensemble de techniques (c'est un *art*, une *pratique*, avant d'être une *science* et une *analyse*) pour structurer son discours, en vue de convaincre et de persuader. De ce point de vue, s'il existe des rhétoriques spécifiques (il y a une rhétorique judiciaire, une rhétorique politique, et Mc Closkey nous l'a montré, une rhétorique économique), il existe un noyau technique irréductible.

2-2 Les trois dimensions de l'art rhétorique

Pour Aristote, la rhétorique est d'abord un discours rationnel, fondé sur le *logos* : l'argumentaire rhétorique permet, par la logique, de convaincre l'auditoire. Mais il existe aussi, dans la volonté de convaincre, la mise en œuvre d'une relation émotionnelle avec cet auditoire, que véhicule la notion de *pathos* : l'auditoire doit être séduit, charmé, par le locuteur pour que l'acte communicationnel prenne place et que la preuve puisse être administrée. Enfin, les rhétoriciens romains ajouteront une troisième dimension, centrée cette fois sur le locuteur, et qui fait appel à l'*ethos* : la persuasion passe aussi par l'exemplarité et l'autorité de celui qui parle.

Si Aristote insiste sur la primauté du *logos* dans l'art rhétorique, qui demeure une recherche du *vrai*, ou tout du moins du *vraisemblable*, Platon, lui, dans son *Gorgias*⁷, dénonce la réduction de la rhétorique à sa dimension pathétique, suffisant à la déconsidérer en tant que pratique de manipulation de l'auditoire, et la réduisant à une pure sophistique⁸. La raison logique, elle, est l'apanage de la seule philosophie. Dans cette ligne, les termes « rhétorique » ou « sophistique » sont souvent utilisés de nos jours dans un sens péjoratif : le sophiste est l'antithèse du philosophe, comme la rhétorique est le contraire de la pensée « vraie » :

« Ce mot de rhétorique est sans nul doute un obstacle à la compréhension, tant il est devenu péjoratif dans le langage populaire (...) Il reste que le mot « rhétorique » est lui aussi l'héritage d'un riche passé, dont l'usage exact devrait être plus répandu parmi les économistes et les amateurs de prévisions. (...) Remettre à l'honneur la rhétorique dans son sens le plus rigoureux, c'est remettre à l'honneur une pensée à la fois plus étendue et plus raisonnable. »

(Mc Closkey [1983], p.68)

⁷ Platon, *Gorgias* (ou *sur la rhétorique*), La Bibliothèque électronique du Québec, Collection *Philosophie* Volume 11 : version 1.0, <http://beq.ebooksgratuits.com/Philosophie/Platon-Gorgias.pdf>

⁸ L'enseignement de Protagoras, considéré comme le père de l'*éristique* (l'art de la controverse), repose ainsi sur l'idée que, sur n'importe quelle question, l'orateur peut soutenir deux thèses contraires, le vrai et le faux étant inutiles pour convaincre. Gorgias, quant à lui, revendiquait auprès de Socrate pouvoir soutenir n'importe quelle thèse, ce qui faisait dire à Socrate que « *La rhétorique est donc, à ce qu'il paraît, l'ouvrière de la persuasion qui fait croire, non de celle qui fait savoir* » (Platon, *Gorgias*, *Sur la rhétorique*, p.60)

2-3 Le système rhétorique et la nature de la preuve

Le système rhétorique, nous l'avons dit, est une technique d'administration de la preuve. Il est traditionnellement divisé en cinq éléments⁹.

Au stade de l'*inventio*, une fois choisi le genre de discours le mieux adapté, une étape essentielle est le choix du type d'arguments (de preuves). Depuis Aristote, on en distingue deux types :

- les preuves extra-rhétoriques ou extrinsèques (*atechnai*) : elles sont préalables au discours et reposent notamment sur les textes (jurisprudence) et sur les témoignages des Anciens, sur l'autorité morale des grands hommes ;
- Elles sont complétées ensuite par des preuves intra-rhétoriques ou intrinsèques (*entechnai*), créées par l'auteur et pouvant reposer sur des arguments logiques, quasi-logiques (au titre desquels les comparaisons entre objets), empiriques ou même de mauvaise foi (appel au bon sens, au conformisme ou à la ruse) ;

Au stade de l'*elocutio*, la mise en forme de ces arguments peut alors s'appuyer sur des figures de style, au titre desquelles on peut citer l'allégorie, la métaphore, l'analogie, la périphrase, l'hyperbole,...

Voyons à présent comment le travail de Friedman [1968] peut être (re)lu à cette aune.

3. DU TAUX NATUREL D'INTERÊT AU TAUX NATUREL DE CHÔMAGE : L'ANALOGIE FONDAMENTALE

3-1. Le taux naturel de chômage : la définition « en compréhension »¹⁰

Le concept de taux naturel de chômage est central dans la démonstration souhaitée par Friedman. Il est défini par Friedman comme :

« le niveau de chômage qui serait produit par un système walrasien d'équilibre général pourvu que celui-ci incorpore les caractéristiques structurelles du marché des biens et du marché du travail, y compris les imperfections, les changements aléatoires de la demande et de l'offre, le coût de recherche d'information sur les emplois vacants et les disponibilités en main d'œuvre, les coûts de mobilité, etc. »

(Milton Friedman [1968], p. 27 de la trad. fr., souligné par moi)

⁹ L'*inventio* (qui consiste en l'acte préalable d'invention, de recherche la plus exhaustive possible de tous les moyens de persuasion), la *dispositio* (qui consiste en la mise en ordre de ces moyens, et se décompose à son tour en *exordium* (introduction, dont la fonction est phatique (*captatio benivolentiae*)), *narratio* (exposé des faits), *partitio*, *probatio*, *refutatio*, *peroratio*) ; l'*elocutio* (qui s'appuie sur les figures de styles) ; l'*actio* (art de dire le discours) et la *memoria* (art de retenir son discours): cf. Françoise DOUAY-SOUBLIN, « Rhétorique », *Encyclopædia Universalis*.

¹⁰ La rhétorique repère sept formes de la définition. Parmi celles-ci, « la définition en compréhension et en extension » permet de donner les caractéristiques d'un objet en vue d'en permettre une représentation abstraite : il s'agit alors d'énumérer les éléments constitutifs de l'objet.

On comprend donc qu'il est tout à la fois :

- un taux de chômage d'équilibre du marché du travail, au sens où il est compatible avec l'existence d'un équilibre général des marchés¹¹ ;
- un taux de chômage par conséquent structurel, puisqu'il reflète l'équilibre microéconomique du marché du travail : étant de la sorte défini en dehors de toute détermination *conjoncturelle*, il ne peut donc pas, *par définition*, être impacté au moyen de politiques macroéconomiques. Son évolution relève des déterminants structurels et des fondements microéconomiques de l'équilibre du marché du travail.
- un taux de chômage d'équilibre de concurrence imparfaite, ce qui est après tout logique, puisque l'existence d'une concurrence pure et parfaite sur le marché du travail, dans l'optique (néo)classique qui est celle de Friedman, n'autorise pas à penser le chômage. La vérification simultanée, à l'équilibre concurrentiel du marché du travail, de ce que Keynes [1936] dénommait les deux postulats classiques, ne laisse en effet place que pour le travail et l'inactivité. Seule la levée de telle ou telle caractéristique traditionnelle de la concurrence pure et parfaite est donc de nature, en modifiant les termes structurels de l'équilibre du marché, de produire une variété ou l'autre de chômage, qu'elle soit liée à l'inadéquation des qualifications offertes et recherchées, à des défauts d'information sur les emplois vacants qui induisent un chômage de prospection, ou encore à une insuffisante mobilité des facteurs...

3-2. Le taux naturel de chômage : la définition « en extension »

C'est à ce stade, et pour préciser la portée de son concept et le rôle qu'il entend lui faire jouer dans son argumentaire que Friedman introduit l'analogie entre son concept de taux de chômage naturel et celui de « taux naturel d'intérêt » forgé par Wicksell :

« Grâce à Wicksell, le concept de taux « naturel » d'intérêt est maintenant familier à tous, de même que la possibilité d'un écart entre le taux « naturel » et le taux de marché. (...) Cette analyse a son exact équivalent pour le marché du travail. A tout instant, un certain niveau de chômage [le taux « naturel » de chômage] a la propriété d'être compatible avec l'équilibre étant donnée la structure des taux de salaire réel. Pour ce niveau de chômage, les taux de salaire réel ont tendance à croître à un taux normal, i.e., à un taux qui peut être maintenu indéfiniment tant que la formation du capital, l'amélioration des techniques, etc., gardent leur tendance de long terme. »

(Friedman, *op.cit*, pp. 26-27 de la trad. fr., souligné par moi)

On complète à cette occasion notre définition du taux naturel de chômage:

- il est un taux de chômage de long terme, qui devrait donc se maintenir (sauf changement structurel) « indéfiniment »;
- il est un taux de chômage normal: tout autre niveau relève donc d'une *anormalité* qui ne peut que reposer sur un *artifice* destiné à se dissiper.

¹¹ Il est en l'occurrence fait référence à un équilibre walrasien, bien que la référence privilégiée de Friedman, et la cohérence de son système explicatif soient explicitement marshalliennes : cf. Michel De Vroey [2004].

On peut s'intéresser au-delà à la manière dont cette analogie est susceptible de fonctionner comme argument logique.

3-3. Friedman et Wicksell : le fonctionnement logique de l'argument par analogie

L'analogie est ici introduite et revendiquée par Friedman comme une opération purement rationnelle : il s'agit d'abord d'imaginer les termes d'une démonstration, que nous étudions par la suite, et qu'il voudrait parallèle à celle opérée en son temps par Knut Wicksell.

a) L'objectif de Wicksell

L'objectif de Knut Wicksell, dès son ouvrage de 1898, était de parvenir à intégrer de manière satisfaisante théorie de la valeur et équilibre monétaire global, d'une manière qui ne se réduise pas au simple ajout, à une théorie réelle des prix relatifs, d'un équilibre monétaire pensé *ex post* et dans une logique dichotomique. La voie suivie par Wicksell consistait alors à construire une macroéconomie monétaire dont le lien avec la microéconomie réelle s'appréhende, on le sait, au travers des comportements d'épargne et d'investissement: en l'occurrence il s'agissait d'examiner la façon dont l'existence, dans les systèmes de crédits modernes, de l'activité bancaire, modifie l'ajustement *normal*, réalisé par le taux *naturel* d'intérêt, entre l'épargne globale et l'investissement global, et en quoi cette modification se révèle et se solde dans les évolutions du niveau général des prix (conduisant de fait à l'élaboration d'une théorie non quantitativiste de l'inflation)¹².

Le résultat recherché de sa démonstration était de montrer que, si à court terme l'offre de crédit bancaire influence bien la structure de l'activité réelle (rompant de la sorte la dichotomie classique), il n'en est plus de même à long terme, terme auquel la monnaie retrouve sa neutralité naturelle, et où les forces réelles de l'économie gouvernent *normalement* les fluctuations cycliques.

b) La quête de Friedman

C'est bien a priori la même démonstration qui constitue la quête de Friedman, même si, nous le verrons, elle s'en éloigne sur des points significatifs. L'ambition est de restaurer, dans l'appréhension du fonctionnement d'une économie monétaire, une vision classique de l'articulation entre court et long terme, qui permette de réhabiliter l'idée de neutralité monétaire à long terme, en dépit d'une non-neutralité à court terme, et de réaffirmer, contre l'optique keynésienne, la conception, elle-aussi classique, de l'articulation entre équilibre monétaire global et microéconomie réelle.

Le parallèle recherché entre les deux démonstrations s'adosse, donc, sur l'analogie entre les deux concepts clefs de taux naturel de chômage et de taux naturel d'intérêt. En effet, la définition stricte de l'argument par analogie est du type « *A est à B ce que C est à D* ». Par conséquent, en affirmant une telle analogie, j'affirme que tout ce qui est vrai dans le rapport entre *A* et *B*, l'est aussi dans le rapport entre *C* et *D*. Ici, l'analogie permet à Friedman de suggérer que le taux de chômage de marché (effectif) entretiendra avec le taux de chômage

¹² Cf. Christian Gherke et Heinz D.Kurz, *Le développement de la macroéconomie dans l'entre-deux guerres : l'apport continental*, 2000.

naturel, le rapport dévoilé auparavant par Wicksell entre taux naturel d'intérêt et taux d'intérêt de marché (bancaire).

Incidemment, l'analogie permet d'inventer des notions *ad hoc*, ou d'étendre leur définition, par exemple de définir une grandeur *D* telle que *C soit à D ce que A est à B*, donc d'étendre les concepts de manière cohérente avec le savoir déjà acquis. C'est clairement ici le cas : la définition, l'invention du concept de chômage naturel est opérée de manière rationnellement efficace par analogie : le taux de chômage naturel est défini comme étant au taux de chômage effectif ce que le taux d'intérêt naturel est pour le taux d'intérêt bancaire dans le système de Wicksell.

Que l'usage de l'analogie soit une opération rationnelle et un outil assez systématique de la pensée scientifique est aujourd'hui reconnu. Pour autant, cela n'implique pas que la mise en œuvre d'une telle opération suffise à établir une vérité. Si l'analogie a un rôle puissamment heuristique et pédagogique, elle permet aussi des détournements manipulateurs : c'est pourquoi il faut en tester la portée logique, ce que nous ferons dans les sections suivantes.

Car l'analogie n'est pas qu'un opérateur logique. Pour le dire d'une autre manière, l'usage de cet instrument rhétorique ne relève pas que du *logos*. Dans le cas qui nous occupe, la force de l'argument entend jouer sur l'imprimatur de Wicksell : on convoque donc dans le même temps une forme d'argument d'autorité¹³, extra-rhétorique (car il précède l'argumentaire logique proprement dit), qu'on pourrait rapprocher de la dimension « éthique » du discours que nous évoquions plus haut (la persuasion repose aussi sur l'exemplarité, l'autorité de celui qui parle, ou que l'on fait parler). Enfin la référence au qualificatif de « naturel », déjà présent chez Wicksell, apparaît lui comme jouant sur une autre forme d'argument contraignant : si une grandeur économique quelconque a la caractéristique d'être « naturelle », toute volonté de s'en écarter ne peut être qu'artificielle et condamnée à l'échec : le procès est instruit, à partir d'une forme d'argument « pathétique », avant même que l'argumentaire logique ne soit déployé.

Il nous faut donc maintenant analyser de manière plus systématique la portée logique de cette analogie, et cerner dans quelle mesure elle ne se réduit pas aux seuls arguments d'autorité et contraignant que nous venons d'évoquer. Le suivi en parallèle des deux démonstrations est de nature à nous en apprendre davantage, à la fois sur la portée de cette analogie revendiquée par Friedman entre son propre concept de taux naturel de chômage et celui de Wicksell de taux naturel d'intérêt, et sur la portée exacte de la critique qu'il entend, sur cette base, adresser à l'économie keynésienne.

¹³ L'argument d'autorité est, en rhétorique, celui qui consiste à faire admettre une thèse en la rapportant à son auteur, considéré comme d'autorité et digne de foi.

4. WICKSELL ET FRIEDMAN : LES LIMITES POSITIVES D'UNE ANALOGIE REVENDIQUÉE. (EXAMEN DU LOGOS)

4-1. Existence de l'équilibre normal

a) *Chez Wicksell*

La théorie monétaire de Knut Wicksell repose sur la comparaison entre le taux naturel d'intérêt, résultant du fonctionnement réel du marché du capital, et le taux d'intérêt bancaire résultant de l'activité propre des banques. Ce faisant, Wicksell s'inscrit bien dans la tradition classique qui, depuis Smith [1776] avait, contre la pensée mercantiliste, revendiqué le caractère réel du taux de l'intérêt. En l'occurrence, dans cette tradition, reprise par Wicksell, le taux naturel d'intérêt résulte de la mise en cohérence sur un marché du capital des comportements respectifs du prêteur de capital et de l'emprunteur. Dès lors :

« Le taux d'intérêt pour lequel la demande de capital de prêt et l'offre d'épargnes sont exactement en accord l'une avec l'autre, et qui correspond plus ou moins au rendement attendu du capital nouvellement créé, sera (...) le taux réel normal ou naturel »

(Knut Wicksell, *Lectures on Political Economy*, 1906, p. 193).

Le taux d'intérêt naturel est ainsi celui qui équilibre le marché du capital de prêt, et qui s'imposerait dans une économie où la monnaie ne joue effectivement qu'un office passager dans des transactions qui ne sont, en dernière instance, que des transactions de biens contre biens, ou, comme ici de capital. On comprend qu'il se fixe au niveau du taux de rendement marginal du capital productif (*cf.* encadré 1).

b) *Chez Friedman*

De la même manière, chez Friedman, la production du concept de taux naturel de chômage, résulte de la description du fonctionnement d'un marché du travail, le taux naturel de chômage étant celui qui résulte de l'équilibre normal de ce marché, c'est-à-dire de la mise en cohérence des décisions des demandeurs et des offreurs de travail :

« Je définis le taux naturel de chômage comme celui pour lequel l'offre et la demande sont égales, de telle manière qu'il n'y ait ni excès d'offre ni excès de demande, et tel que les anticipations des agents sont réalisées »

(Brian Snowdon et Howard Vane, *Conversations with Leading Economists. Interpreting Modern Macroeconomics*, 1999, p. 130, trad. pers.)¹⁴.

¹⁴ Remarquons que nous avons souligné plus haut que le taux naturel de chômage était logiquement un concept issu de la description de l'équilibre en concurrence imparfaite du marché du travail. Ce n'est pas ce qui est mis en avant dans cette définition-ci. Celle-ci débouche en l'occurrence sur une forme de paradoxe, comme le fait remarquer Michel De Vroey (op. cit., [2004], p. 154). En effet, en situation de concurrence pure et parfaite, il n'y a tout simplement pas de place pour le chômage dans le cadre d'une description (néo)classique du

En l'occurrence, l'offre de travail (qui est abstinence de loisirs) est une fonction croissante du taux de salaire réel¹⁵, qui représente le coût d'opportunité du loisir (de la même manière que l'offre de capital de prêt, qui est abstinence de consommation est une fonction croissante du taux d'intérêt réel). La demande de travail est décroissante en fonction du salaire réel, comme la demande de capital l'est en fonction du taux d'intérêt réel. Cette demande de travail figure en fait la relation entre niveau d'emploi et productivité marginale du travail, dont on postule la décroissance, de la même manière que la demande de capital figure la liaison entre montant du capital investi et rendement marginal du capital. L'équilibre ainsi déterminé est réel, les comportements décrits des offreurs et des demandeurs de travail étant à ce stade, par hypothèse, indépendants des facteurs monétaires (il n'y a en particulier aucune illusion monétaire, et les décisions sont prises sur la base de la connaissance des prix relatifs (réels)). Les facteurs monétaires n'affectent par conséquent pas l'équilibre, et donc le niveau du taux de chômage (d'emploi) qui est pour cette raison *naturel* (normal) :

« Laissez moi attirer votre attention sur le fait qu'en utilisant le terme «taux naturel» de chômage, je ne veux pas dire qu'il est immuable et invariable. Au contraire, beaucoup des caractéristiques du marché qui déterminent son niveau sont artificielles et le résultat d'une politique (...) les améliorations dans les échanges d'emploi, dans la disponibilité des informations sur les vacances d'emploi et l'offre de travail, et ainsi de suite, tendraient à abaisser le taux de chômage naturel¹⁶. J'utilise le terme « naturel » pour la même raison que Wicksell le fit - pour essayer de séparer les forces réelles des forces monétaires »

(Friedman [1968], tr.fr. p. 28).

Notons en passant que qualifier de naturel un taux de chômage dont on reconnaît que *« beaucoup des caractéristiques du marché qui déterminent son niveau sont artificielles »* semble pour le moins paradoxal. Pourquoi vouloir qualifier de *naturelle* une réalité qui serait pour partie *artificielle* ? Nous reviendrons un peu plus loin sur cet aspect de la rhétorique friedmanienne. En l'occurrence, le qualificatif de « naturel » a aussi pour vocation implicite de souligner, sinon son caractère « immuable » et « invariable », ce dont se défend Friedman, en tous les cas son caractère « inéluctable » : le taux réel de chômage est naturel, quels que soient les artifices qui concourent à la détermination de son niveau, en raison du caractère inéluctable, inévitable, de la convergence à long terme des équilibres monétaires vers leurs déterminants réels.

fonctionnement du marché du travail. Il ne peut donc y avoir de taux naturel de chômage, sauf à identifier l'inactivité d'une partie des offreurs à du chômage (volontaire). Il vaut mieux alors parler, comme le suggère De Vroey, de « taux naturel d'emploi », ce taux naturel d'emploi différant selon que la concurrence est, ou non, pure et parfaite.

¹⁵ Sous le postulat de domination de l'effet de substitution sur l'effet de revenu

¹⁶ On comprend ici que les artifices évoqués précédemment par Friedman sont assimilables à autant d'imperfections de la concurrence. Cela confirme ce que j'affirmais plus haut : dans l'esprit de Friedman, le taux de chômage « naturel » est logiquement un niveau d'équilibre d'un marché du travail en concurrence imparfaite.

4-2. Rupture de l'équilibre : inflation et absence de dichotomie à court-terme

A partir de ce point, l'explication de Wicksell fait intervenir l'existence des banques et la description d'un système de crédit « organisé » en lieu et place du système de crédit ordinaire entre un individu et un autre. Évidemment, la présence d'un tel intermédiaire ne trouve pas de transposition dans la démonstration de Friedman concernant le marché du travail. En revanche l'idée demeure de traiter des causes de rupture à *court terme* de la dichotomie classique, sur la base d'une comparaison entre taux naturel – ici d'intérêt, là de chômage (d'emploi) – et taux effectif. Continuons donc à prendre au sérieux l'analogie friedmanienne et étudions cela de près.

a) *Chez Wicksell*

Chez Wicksell, le caractère perturbateur de l'introduction des banques vient évidemment de leur fonction monétaire (et de leur capacité à octroyer *ex nihilo* du crédit), et non pas de leur seul rôle d'intermédiaire financier (dans le seul cadre duquel la tension entre la demande et l'offre de capital continue de peser sur la détermination du taux d'intérêt, faisant logiquement converger le taux d'intérêt bancaire vers sa valeur « naturelle »). Dans le cadre de leur fonction monétaire, les banques sont en mesure de fixer un taux d'intérêt bancaire qui n'a plus aucune raison *a priori* (en particulier dans un système de crédit pur) de correspondre aux taux « naturel » d'intérêt. Ce dernier continue évidemment de pouvoir être pensé (au moins comme une norme implicite), mais le taux monétaire (bancaire), tout *artificiel* qu'il soit, est le seul taux effectif. Pour le dire d'une autre manière, la présence des banques et le rôle de créateur de monnaie qu'elles se voient reconnaître dans un système de crédit organisé, conduit à la rupture de la dichotomie réel/monétaire, puisque le niveau d'une grandeur centrale dans l'équilibre *réel* dépend à présent de facteurs exclusivement *monétaires*.

Que se passe-t-il alors ? L'existence de ce hiatus entre les deux taux d'intérêt, et l'éloignement de l'équilibre macro-économique d'avec son ancrage « naturel » va se *révéler* et se *solder* dans une hausse du niveau général des prix, selon des mécanismes bien connus. Supposons que le taux effectif (monétaire) d'intérêt soit inférieur au taux naturel (réel), alors la demande de capital est stimulée, puisque le taux d'intérêt est inférieur au rendement marginal du capital. Il en résulte une production supplémentaire de biens capitaux, autorisée par une hausse simultanée de la demande de biens capitaux et de l'offre de biens capitaux. En corollaire, l'offre de bien de consommation diminue, alors même que la demande reste inchangée ou augmente (dans le cas où l'écart entre les deux taux résulte, partant d'une situation initiale d'équilibre, d'une baisse du taux d'intérêt bancaire décourageant l'épargne et stimulant la consommation). L'effet final est une hausse des prix des biens de consommation. L'écart entre les taux bancaire et naturel est donc créateur d'inflation.

Avant de poursuivre et de s'interroger sur les conditions, en économie monétaire, de la stabilité de l'équilibre réel, revenons à Friedman.

b) *Chez Friedman*

Nous l'avons dit, l'introduction d'intermédiaires de marché dotés d'une fonction à même de perturber l'équilibre réel est logiquement hors de son propos. En revanche, ce qui ne l'est pas, c'est le lien entre phénomène inflationniste et rupture de la dichotomie classique. En effet,

chez Friedman les deux événements sont également corollaires : dans son interprétation critique de la relation de Phillips, le but de l'introduction du concept de taux naturel de chômage, et l'analogie qu'il souhaite y voir avec le concept wicksellien de taux naturel d'intérêt, est bien de souligner, en effet, que comme dans le cas wicksellien,

- il peut exister à *court terme* une divergence entre le taux effectif du chômage (de l'emploi) et son taux naturel (tel qu'il devrait résulter de la confrontation des forces réelles du marché, en dehors de toute influence des facteurs monétaires) ;

- que cette divergence vaut donc rupture de la dichotomie réel/monétaire;

- et qu'elle s'accompagne d'inflation (dans le cas où le taux effectif est inférieur au taux naturel, de la même manière que l'inflation wicksellienne résulte d'un taux effectif (monétaire) d'intérêt inférieur aux taux naturel (réel)).

Ainsi s'articule sa lecture de la relation de Phillips : une baisse du taux de chômage (effectif) à partir et en dessous de son taux (naturel) s'accompagne d'inflation. Telle est son interprétation de l'arbitrage inflation/chômage cher aux keynésiens.

Mais, ce qui est édifiant est le sens de la causalité imaginé par Friedman, qui n'est pas du tout celui de Wicksell. Chez ce dernier, nous venons de le voir, le processus inflationniste est une *conséquence* de l'écart introduit entre taux monétaire et taux naturel d'intérêt, et il se produit via des comportements marchands sur les marchés des biens. Chez Friedman, la causalité est inversée: c'est l'inflation qui va générer l'écart entre les deux taux de chômage:

« Supposons que les autorités monétaires tentent de stabiliser le taux de chômage du « marché » à un niveau inférieur au taux « naturel » (...) En conséquence, les autorités augmentent le taux de croissance de la masse monétaire. Ceci sera expansionniste (...) [Mais] en vérité, c'est la chute ex post des salaires réels pour les employeurs, conjuguée avec la hausse ex ante des salaires réels pour les salariés qui rend possible une croissance de l'emploi. »

(Friedman [1968], tr.fr. pp. 28-29).

Dans l'esprit de Friedman, c'est donc bien en raison de ce que l'inflation est générée *ex ante* par une politique monétaire expansionniste (suivant les indications de la relation quantitative, telle que Friedman avait réussi à la réintégrer à la macroéconomie contemporaine), qu'*ex post* le taux de chômage de marché diminue en dessous du taux naturel. La rupture de la dichotomie classique n'est pas due à la différence de *nature* entre une économie réelle d'échanges et une économie monétaire ; elle est toute entière liée à l'introduction (orchestrée, volontaire) d'une illusion monétaire passagère des salariés, qui les conduit à sous-estimer la valeur réelle de leur rémunération, perturbe ainsi leur calcul économique, et les conduit à se mettre dans une position pour eux sous-optimale (*cf.* encadré 2). Elle est donc liée à la fois au comportement des agents et à l'existence d'une asymétrie (informationnelle) de marché entre entrepreneurs et salariés, qui n'existe pas chez Wicksell. Elle s'accompagne d'un positionnement des offreurs de travail *hors* de leur courbe d'offre, situation qui, là encore, n'existe pas chez Wicksell.

Remarquons donc, à cette occasion, les limites de l'analogie revendiquée par Friedman, et les glissements dans la présentation du débat macroéconomique que sa démonstration introduit.

- l'inflation est un phénomène exclusivement monétaire (ou en tous les cas en dernière instance : l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire), résultant de

l'application de la relation quantitative. Comme chez Marshall, et contrairement à l'ambition de Wicksell, la théorie de l'équilibre monétaire global est simplement rajoutée à la théorie des prix relatifs au moyen d'une version de cette relation, de telle sorte que c'est l'offre *exogène* de monnaie qui gouverne le niveau général des prix, et que toute mention du caractère endogène de la création monétaire et du rôle du système bancaire dans le fonctionnement d'une économie monétaire est évacué. Mais là n'est pas, pour notre propos, l'essentiel.

- Dans l'interprétation donnée de la relation de Phillips, l'inflation n'est plus un coût *ex post* à assumer pour réduire le chômage. L'inflation est au contraire perçue comme *instrumentalisée ex ante* pour obtenir ce résultat. L'inflation n'est donc pas un coût : c'est un levier actionné volontairement. Nous reviendrons sur cet aspect essentiel lorsque nous évoquerons le rôle de la politique monétaire dans la stabilisation des économies monétaires.

- Enfin, les politiques keynésiennes sont présentées, non pas comme souhaitant réduire un niveau de chômage identifié comme involontaire, mais comme voulant réduire le taux de chômage en dessous de son niveau naturel, c'est-à-dire du niveau correspondant à l'équilibre microéconomique, en concurrence imparfaite, de ce marché. Or tel n'est évidemment pas le propos des keynésiens, et notamment pas de Keynes lui-même, dont nous verrons dans la section suivante, qu'il identifie clairement son objectif de définir le chômage involontaire comme le chômage *en excès* par rapport au chômage d'équilibre du marché du travail, que Friedman qualifie, lui, de « naturel » (et que l'on pourrait qualifier de structurel).

Il s'agit donc d'un déplacement majeur du débat de politique macroéconomique, et réalisé de telle manière, qu'alors même que dans l'exposé des faits, nous n'en sommes qu'au début, le procès paraît déjà instruit : vouloir réduire le chômage au-dessous de son niveau *naturel* ne peut résulter que d'*artifices* macroéconomiques (la manipulation du taux d'inflation par les autorités monétaires) et est *par définition* voué à l'échec, puisque l'on ne peut longtemps imaginer s'affranchir des lois *naturelles* qui président à la détermination des équilibres économiques : c'est ici que l'argument « contraignant » que nous évoquons plus haut (en section 3) joue à plein. Les politiques macro-économiques de réduction volontariste du taux de chômage sont donc inutiles (le marché fixe le taux de chômage à son niveau « naturel », et seules des politiques jouant sur les déterminants de ce niveau naturel sont susceptibles de l'influencer durablement), et doublement illégitimes (puisqu'elles veulent éloigner l'économie d'un équilibre qui résulte de la mise en cohérence spontanée des décisions volontaires et des plans optimisateurs des agents et puisqu'elles reposent sur l'orchestration d'une perturbation du calcul économique rationnel de ces agents) .

4-3. Stabilité de l'équilibre

La question qui se pose ensuite, logiquement, est celle de la stabilité de l'équilibre monétaire global, et en l'occurrence celui de la convergence finale de cet équilibre vers ses déterminants réels (naturels).

a) Chez Wicksell

Chez Wicksell, aucun mécanisme direct n'existe, qui ferait reposer un éventuel ajustement sur un changement de comportements des agents intervenants sur le marché : la hausse du niveau général des prix se poursuit tant que le niveau du taux d'intérêt bancaire demeure inférieur au niveau naturel du taux d'intérêt. Néanmoins, un mécanisme *indirect* va finir par jouer, lequel

repose sur le fonctionnement des banques: c'est en effet la dégradation de la position des banques (tant que persiste l'inflation, les demandes d'encaisses de transaction s'élèvent à due proportion de la hausse du niveau général des prix, ce qui accroît le passif des banques) qui va les conduire à hausser leur taux d'intérêt, et le dit mécanisme va se poursuivre jusqu'à ce que celui-ci finisse par égaler le taux naturel, mettant fin au processus inflationniste. L'équilibre réel est restauré, mais le processus suivi a laissé une «trace» nominale: le niveau d'inflation reste durablement plus élevé qu'il ne l'était au départ. C'est en cela que le niveau général des prix n'est pas stable au sens où peut l'être le système des prix relatifs. Alors que ce dernier est ramené à sa position «naturelle» par le biais des changements dans les comportements microéconomiques que les perturbations qu'il connaît induisent, le niveau général des prix, lui, n'est pas ainsi ramené à son niveau initial: le déséquilibre se poursuit tant que la perturbation initiale n'a pas cessé, et lorsque c'est le cas, l'équilibre initial n'est pas restauré.

b) Chez Friedman

Chez Friedman, on va obtenir, concernant ce dernier point, le même résultat. Mais c'est au prix de la description d'un mécanisme d'ajustement radicalement différent. En l'absence du rôle joué par les banques dans le système explicatif de Wicksell, le mécanisme de convergence va reposer entièrement, cette fois, sur le comportement des agents. D'abord, le taux d'inflation, dont la hausse avait été initialement orchestrée par les autorités monétaires en vue de réduire «artificiellement» le niveau de chômage en dessous du niveau naturel, n'augmente plus. En tant qu'impulsion initiale (et non en tant que facteur induit), il n'augmente plus tant qu'une nouvelle impulsion (monétaire) ne lui est pas donnée. Cela laisse l'opportunité à l'illusion monétaire provoquée temporairement, chez les salariés, par ce «bruit» inflationniste, de se dissiper. Une fois les salariés conscients du nouveau contexte inflationniste et leurs anticipations de la sorte adaptées, l'équilibre réel du marché du travail est restauré, le taux d'emploi retrouve son niveau «naturel». Seule l'inflation, comme chez Wicksell, demeure durablement plus élevée qu'initialement: tous les prix nominaux ont augmenté, les prix relatifs, eux, ayant retrouvé leurs valeurs initiales, celles correspondant à l'équilibre général des marchés. Finalement, la restauration, à long terme, de la dichotomie classique, se manifeste dans l'existence d'une relation de Phillips verticale, coupant l'axe des abscisses au niveau naturel du taux de chômage et exprimant le fait qu'à long terme, le seul niveau possible du taux de chômage est ce niveau naturel, compatible en revanche avec n'importe quel taux d'inflation. Autrement dit: à long terme, les niveaux atteints par l'inflation n'ont aucun effet sur l'équilibre réel du marché du travail¹⁷.

Au total,

« La baisse ex post des salaires réels ne tardera pas à affecter les anticipations. Les salariés commenceront à prendre en compte l'augmentation des prix des biens qu'ils achètent et demanderont des salaires nominaux plus élevés pour l'avenir. Le chômage « du marché » est inférieur au niveau « naturel ». Il y a un excès de demande de travail de telle sorte que les salaires réels vont avoir tendance à augmenter et à rejoindre leur niveau initial. Même si le taux de croissance plus élevé de la masse monétaire est maintenu, la hausse des salaires réels inversera la

¹⁷ Et l'on doit donc donner logiquement comme seul objet aux politiques macroéconomiques (en l'occurrence monétaires) la diminution du taux de l'inflation, la réduction du niveau «naturel» du chômage devant relever des politiques (microéconomiques) du marché du travail (et éventuellement du marché des biens).

tendance à la baisse observée pour le chômage, celui-ci ayant tendance à retrouver son niveau initial. De façon à maintenir le chômage à son niveau objectif [inférieur au taux « naturel »], les autorités monétaires devraient accélérer la croissance de la masse monétaire. Comme dans le cas du taux d'intérêt, le taux du « marché » ne peut être maintenu en dessous du taux « naturel » que par l'inflation. Et, comme dans le cas du taux d'intérêt, également seulement par une inflation accélérée »

(Friedman, *op.cit.*, p. 29).

Ce passage est révélateur de la différence dans les démonstrations de Wicksell et de Friedman : alors que chez le premier, contrairement à ce qu'affirme ici Friedman, l'inflation est un effet *induit* et *persistant* de la distorsion que peut introduire, entre taux d'intérêt bancaire et taux d'intérêt naturel, la présence d'*intermédiaires* de marché dotés d'une fonction monétaire (les banques), chez Friedman l'inflation est l'*instrument* de la décroissance artificielle du taux de chômage de marché en deçà de son niveau naturel, dont l'impulsion doit être *renouvelée* de manière discrétionnaire, au fur et à mesure que les anticipations des agents s'adaptent et de manière à maintenir le taux de marché sur sa valeur cible, inférieure au niveau naturel. C'est donc, non seulement « au prix », mais « au moyen » d'une accélération de l'inflation que le taux de marché reste durablement inférieur au niveau naturel, et non pas : « *tant que le taux de marché demeure inférieur au taux naturel, le processus inflationniste se poursuit* ».

Encore une fois, cette inversion de la causalité est essentielle pour éclairer les glissements voulus par Friedman dans la présentation du débat macroéconomique. D'une manière générale, Friedman décrit la perturbation *exogène* de la politique monétaire sur une économie qui, en dehors de ces perturbations, est susceptible de fonctionner harmonieusement sur la seule base de la rencontre et de la coordination décentralisées des plans microéconomiques des agents, tandis que Wicksell décrit les dysfonctionnements fonctionnels *endogènes* d'une économie de crédit, dont la description théorique est irréductible à celle d'une économie d'échange réels. Cette différence est évidemment un écho des modalités différentes de représentation de l'équilibre monétaire : surajouté par l'un (Friedman) à une théorie de l'équilibre réel tout entière construite sans référence à elle, la monnaie, et les politiques à qui en échoient la gestion, sont évidemment l'élément perturbant, exogène, artificiel ; chez l'autre (Wicksell), c'est au moyen de la représentation de ce qui différencie fonctionnellement une économie monétaire (en l'occurrence de crédit organisé) d'une économie (fictive) d'échanges réels, que la compréhension des équilibres monétaires est recherchée.

5. WICKSELL ET FRIEDMAN : DES VISIONS NORMATIVES DIFFÉRENTES DE L'ÉCONOMIE ET DE LA POLITIQUE MONÉTAIRES

5-1. Les implications de politique monétaire

a) Chez Wicksell

Enfin le système explicatif de Wicksell conclut sur les responsabilités de la politique monétaire. Celle-ci devrait s'efforcer, pour éviter que des déséquilibres monétaires générateurs d'inflation (ou de déflation) n'apparaissent, de faire coïncider au mieux taux de

marché et taux « naturel ». Pour ce faire, elle n'a pas besoin de connaître le taux naturel d'intérêt (taux de rendement marginal du capital), ce qu'à l'évidence, elle ne peut faire. Il lui suffit d'observer les évolutions du taux d'inflation, et de peser à la hausse sur la gamme des taux lorsque le niveau général des prix s'élève, et à la baisse lorsqu'il baisse. Il ne s'agit donc pas de raisonner quantitativement la monnaie, mais bien d'agir sur son prix (le taux d'intérêt bancaire). Cela résulte évidemment de sa rupture avec la logique quantitative selon laquelle c'est la quantité de monnaie qui, en dernière instance, détermine le niveau général des prix.

b) Chez Friedman

Friedmann, lui aussi, on le sait, conclut sur la nécessité d'imposer une règle à la politique monétaire. Cette règle, comme chez Wicksell, ne peut pas consister à stabiliser les grandeurs de marché à leurs valeurs naturelles:

« Qu'en est-il si les autorités monétaires choisissent le taux « naturel », que ce soit pour l'intérêt ou le chômage - comme objectif ? Un des problèmes est qu'elles ne peuvent pas connaître la valeur du taux « naturel » : malheureusement, jusqu'alors, nous n'avons imaginé aucune méthode pour estimer précisément et rapidement le niveau naturel pour le taux d'intérêt ou pour le taux de chômage. Et le taux « naturel » se modifiera lui-même de période en période. »

(Friedman, [1968], *op.cit.*, p. 29).

Par conséquent,

« La politique monétaire ne peut pas stabiliser des grandeurs réelles à des niveaux prédéfinis. Mais la politique monétaire peut avoir et a des effets importants sur les grandeurs réelles. L'un n'est en aucune manière incompatible avec l'autre » (p. 31).

Et cet impact tient, non pas au fait que le fonctionnement d'une économie monétaire est irréductible à celui d'une économie réelle, mais bien au fait que la monnaie est extérieure au système de marché (« de l'huile dans les rouages »), neutre tant qu'elle fonctionne correctement, perturbatrice quant elle dysfonctionne :

« Mes propres études de l'histoire monétaire m'ont rendu extrêmement sensible au commentaire de John Stuart Mill si souvent cité, très critiqué et largement incompris. « Il n'existe pas intrinsèquement...écrivait-il, de chose plus insignifiante dans l'économie que la monnaie ; mis à part sa caractéristique d'appareil à économiser le temps et le travail. C'est une machine pour faire rapidement et commodément, ce qui serait fait, mais beaucoup moins rapidement et commodément sans elle : et comme bien d'autres mécanismes, elle n'exerce par elle même un effet distinct et indépendant que lorsqu'elle se détraque ». [En conséquence], la première et la plus importante des leçons que l'histoire enseigne sur ce que la politique monétaire peut faire - et c'est une leçon de la plus grande importance - est que la politique monétaire peut empêcher la monnaie de devenir

une source majeure de désordres économiques. Ceci résonne comme une proposition négative : éviter les erreurs capitales » (ibid., pp. 31-32).

Car, dans l'esprit de Friedman, c'est bien la politique monétaire, gestionnaire d'une monnaie considérée comme d'essence exogène au système de marché et aux déterminants de son équilibre, qui est source potentielle de désordre, alors qu'elle est chez Wicksell, en dernier ressort, la solution à ces perturbations :

« La Grande Crise ne se serait peut-être pas produite, et dans le cas contraire, aurait été beaucoup moins grave, si les autorités monétaires avaient évité les erreurs, ou si l'organisation monétaire avait été celle qui prévalait auparavant quand il n'y avait pas d'autorité centrale pour faire le type d'erreurs que fit le Federal Reserve System » (ibid).

Évidemment cette proposition fait logiquement écho au caractère causal des perturbations inflationnistes dans le système explicatif de Friedman, dont nous avons rappelé plus haut qu'il est précisément inverse de celui imaginé en son temps par Wicksell. Cette opposition est à son tour corollaire de modalités divergentes d'intégration de la monnaie à la théorie de l'équilibre réel : l'inflation ne s'explique pas chez Wicksell par l'application de la théorie quantitative de la monnaie. C'est au contraire le cas chez Friedman. Il en résulte logiquement que chez Wicksell, l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation est une *conséquence* de la hausse des prix (qui génère une hausse de la demande de transaction) dans un contexte où la création monétaire est très largement endogène (crédit bancaire). C'est pourquoi la règle de politique monétaire ne peut pas consister dans le rationnement quantitatif de l'offre de monnaie. C'est logiquement tout le contraire chez Friedman : quantitativiste revendiqué, celui-ci fait de l'augmentation de la masse monétaire la cause initiale des perturbations qu'il décrit, et non sa conséquence : la séquence va de l'accélération de la création monétaire à l'élévation des prix et finalement au déséquilibre artificiel entre taux de marché et taux naturel de chômage, là où chez Wicksell, elle est toute entière inverse : du déséquilibre entre taux d'intérêt bancaire et taux naturel d'intérêt vers l'inflation et finalement l'élévation de la quantité de monnaie en circulation.

Et donc, « comment doit-on mener la politique monétaire ? »:

«La première exigence est que la politique monétaire devrait se guider elle-même à l'aide de grandeurs qu'elle peut piloter et non à l'aide de celles qu'elle ne peut pas.(...) parmi les différentes variables qu'elle peut contrôler, les indicateurs les plus intéressants sont les taux de change, le niveau des prix, via un quelconque indice, et la quantité totale de monnaie (...)Des trois guides cités, le niveau des prix est clairement le plus important, indépendamment de tout autre. Si les choses n'avaient pas changé, ce serait la meilleure possibilité (...) Mais les choses ont changé. Le lien entre l'action des autorités monétaires et le niveau des prix, bien qu'indiscutablement présent, est moins direct que le lien entre l'action des autorités monétaires et un quelconque agrégat monétaire. (...) En conséquence, je pense que l'agrégat monétaire est actuellement le meilleur guide ou critère de politique monétaire. »

(Friedman, 1968, op.cit., pp. 34-35).

Enfin, au lieu de réagir de manière endogène (discrétionnaire) aux fluctuations observées du niveau général des prix (conçues comme un révélateur du degré de convergence des équilibres monétaires vers leurs fondamentaux), la règle de politique monétaire doit s'efforcer d'être, au sens propre du mot, « régulière », de manière à stabiliser une inflation qui pourrait être *cause* de dysfonctionnements réels :

« La deuxième exigence de la politique monétaire est que les autorités monétaires doivent éviter les changements brusques de politique. (...) A défaut d'adopter publiquement une (...) politique de croissance régulière de la masse monétaire, ce serait une amélioration importante si les autorités monétaires prenaient la décision, pleine d'abnégation, de s'interdire de brusques changements de politique. » (Ibid., pp. 35-36).

5-2. Friedman et la « Wicksell connection »: Hayek vs Keynes

Au total, l'analyse en parallèle des deux démonstrations, de Wicksell et de Friedman, permet de souligner les limites fortes de l'analogie revendiquée par le dernier à l'égard du système explicatif du premier: les deux auteurs appartiennent clairement à deux traditions opposées du point de vue de la conception de la monnaie, des équilibres monétaires et de leur articulation à la théorie des prix relatifs, des politiques monétaires et du rôle des autorités monétaires.

D'une certaine manière, dans l'analogie qu'il revendique, et dans la manière qu'il a de convoquer cette analogie pour étayer sa propre démonstration, Friedman s'avère finalement plus « hayekien » que « wicksellien ».

On sait en effet que Friedrich Hayek (*Prices and Production*, 1931) - comme d'ailleurs avant lui Keynes (*Treatise on Money*, 1930) - met au centre de son analyse le fonctionnement d'une économie monétaire, dans une perspective précisément héritée de Wicksell. Mais le positionnement de Hayek le fait s'éloigner de Wicksell : il ne s'agit plus de montrer que le maniement du taux d'intérêt bancaire, par le biais de la politique monétaire, est un moyen de rétablir l'équilibre monétaire global en le faisant converger vers ses fondamentaux, mais de soutenir que c'est cette « manipulation » qui est, précisément, à l'origine du déséquilibre : pour Hayek, la seule cause possible d'un écart (positif) entre investissement et épargne est l'expansion monétaire (décidée par les banques, mais validée par les autorités monétaires), et non l'inverse. En cela Hayek radicalise Wicksell, inverse, dans le sens que nous avons déjà révélé chez Friedman, la séquence de la démonstration et pose les fondements d'une critique des institutions monétaires existantes qui demeure, pour une large part, une de ses marques de fabrique. Or tous ces points se retrouvent bien chez Friedman, pour qui la source des déséquilibres ne se situe bien pas du côté des facteurs réels, mais bien du côté des manipulations monétaires exogènes et qui, nous l'avons vu, affiche explicitement sa défiance à l'égard des autorités monétaires centrales.

De la même manière, on retrouve chez Friedman un élément revendiqué par Hayek dans sa lecture de Wicksell, qui consiste à rejeter la pertinence d'une analyse séparée de l'influence de la monnaie sur le niveau général des prix et de celle qu'elle peut avoir sur le système des

prix relatifs¹⁸. Or chez Friedman, c'est bien au travers des modifications induites des prix relatifs (en l'occurrence des salaires réels), que les perturbations monétaires initiales (accroissement de la création monétaire, et donc du niveau général des prix) impactent les grandeurs réelles (taux de chômage) et rompent l'équilibre naturel de long terme.

Du point de vue des règles de la politique monétaire, là encore, la règle friedmanienne est un écho des conceptions hayékiennes, pour qui la condition nécessaire et suffisante au maintien de l'équilibre global dans une économie monétaire est de maintenir constante la quantité de monnaie en circulation, quoi qu'il arrive, et de manière à éviter les fluctuations cycliques que ne manqueraient pas de causer tout autre comportement de politique monétaire. C'est le même argumentaire que l'on retrouve chez Friedman.

Alors que Wicksell ouvre l'âge de la macroéconomie en posant les bases d'une approche (réelle) de l'équilibre monétaire global, dans laquelle, si les forces réelles de l'économie continuent de gouverner les fluctuations cycliques et la monnaie s'avère finalement neutre à long terme, la théorie de l'équilibre monétaire n'est pas simplement surajoutée à une théorie des prix relatifs et de l'équilibre général d'une économie d'échanges réels, Friedman, dans la lignée de Hayek, le referme, en réduisant les équilibres monétaires globaux à leurs fondements microéconomiques et en arguant que la dichotomie ne peut être rompue qu'en proportion des erreurs de politique monétaire.

Ce premier glissement dans l'interprétation de la macroéconomie de Wicksell, et de la portée de son concept de taux naturel d'intérêt en recouvre alors un autre, sur le contenu du débat macroéconomique entre classiques (en l'occurrence monétaristes) et keynésiens : la politique macroéconomique y est présentée comme cherchant, au moyens de manipulations monétaires¹⁹, à réduire le taux de chômage de marché en deçà du taux « naturel » correspondant à l'équilibre (en concurrence imparfaite) du marché du travail. Une telle volonté ne peut, par conséquent, que reposer sur un artifice, lequel consiste à perturber le calcul économique des agents en produisant *ex ante* un « bruit » inflationniste, qui les conduit à adopter des positions pour eux sous-optimales. La politique macroéconomique (en l'occurrence monétaire) est donc illégitime et s'avère finalement inefficace (le taux de marché finit par rejoindre le taux « naturel ») et déstabilisatrice (le taux de marché n'a pu être maintenu un temps en deçà du taux « naturel » qu'au moyen d'une accélération de l'inflation, qui porte le taux d'inflation à un niveau duquel il ne redescend pas une fois l'équilibre réel restauré).

C'est sur ce déplacement du débat macroéconomique que nous allons revenir pour conclure cet article.

¹⁸ Allant même pour ce qui le concerne, on le sait, jusqu'à contester la pertinence du concept de « niveau général des prix ».

¹⁹ Ce n'est pas dans ses termes que Friedman la présente, mais on sait que les épigones nouveaux-classiques de Friedman ne manqueront pas de le revendiquer, développant l'idée de ce que les rapports entre autorités publiques et agents privés s'inscrivent dans le cadre d'un jeu, d'essence non-coopérative. On sait les développements théoriques et institutionnels auxquels une telle conception a finalement logiquement conduit, en termes notamment d'indépendance des autorités monétaires à l'égard des cycles politico-électorales.

6. FRIEDMAN vs KEYNES : L'INSTRUMENTALISATION D'UNE ANALOGIE

6-1. Le taux de chômage d'équilibre dans le chapitre 2 de la *Théorie Générale* de Keynes

Avec cette notion de taux « naturel » de chômage, telle qu'il la définit, Friedman n'introduit pas un concept totalement inexistant dans la tradition keynésienne. Même si le terme n'est évidemment pas présent, on trouve en effet, chez Keynes lui-même, dans le chapitre 2 de sa *Théorie générale*²⁰, une référence explicite à une notion de taux de chômage *structurel*, reflétant l'équilibre en concurrence imparfaite du marché du travail, et dont l'appréhension découle, précisément, de la vision classique des déterminants du niveau de l'emploi (et donc du chômage):

« La théorie classique de l'emploi, supposée simple et évidente, a été, croyons-nous, fondée, pratiquement sans discussion, sur deux postulats fondamentaux, savoir :

I. Le salaire est égal au produit marginal du travail (...)

II. L'utilité du salaire quand un volume donné de travail est employé est égale à la désutilité marginale de ce volume d'emploi (...)

Ce postulat n'exclue pas ce que l'on peut appeler le chômage « de frottement ». Interprété dans le monde réel, il se concilie avec divers défauts d'ajustement qui s'opposent au maintien continu du plein emploi. Un tel chômage peut être dû, par exemple, à un déséquilibre temporaire des ressources spécialisées, résultant du calcul erroné ou du caractère intermittent de la demande, ou aux retards consécutifs à des changements imprévus, oui encore au fait que le transfert d'un emploi à l'autre ne peut être effectué sans un certain délai (...). Outre le chômage « de frottement », le postulat admet encore le chômage « volontaire », dû au refus d'une unité de main d'œuvre d'accepter une rémunération équivalente au produit attribuable à sa productivité marginale, refus qui peut être libre ou forcé et qui peut résulter soit de la législation, soit des usages sociaux, soit d'une coalition au cours d'une négociation collective de salaires, soit de la lenteur des adaptations aux changements, soit enfin de la simple obstination de la nature humaine. »

(Keynes [1936], pp.31-32, souligné par moi).

Il est édifiant de rapprocher cette citation de celle donnée plus haut de Friedman définissant le taux de chômage naturel : nos deux auteurs ne divergent pas sur le contenu à donner à ce concept de chômage *structurel*, c'est-à-dire reflétant l'équilibre microéconomique et structurel du marché du travail. Tant qu'on en reste, d'ailleurs, à l'appréhension de ces catégories-là de chômage, Keynes n'en disconvient pas, ce ne sont logiquement pas des politiques *macroéconomiques* qui sont de nature à le réduire, mais bel et bien des politiques d'essence *microéconomique*, intervenant sur les *structures* (de manière à réduire le chômage de frottement) et sur les incitations (de manière à réduire le chômage volontaire et d'accroître la demande de travail) :

²⁰ Lequel a précisément pour objet de préciser le problème que souhaite se poser Keynes, et en particulier de produire une définition précise, à partir du langage formel (néo)classique, de ce que Keynes entendra par chômage « involontaire *au sens strict* » : Cf. Lavalley [2001]

« Il résulterait de ceci qu'il n'y aurait que quatre moyens possibles d'accroître l'emploi :

a) améliorer l'organisation ou la prévision de manière à diminuer le chômage « de frottement » ;

b) abaisser la désutilité marginale du travail, telle qu'elle est exprimée par le salaire réel au-dessous duquel la main d'œuvre cesse de s'offrir, de manière à diminuer le chômage « volontaire » ;

c) accroître la productivité physique marginale du travail dans les industries produisant les biens de consommation ouvrière (...);

d) augmenter par rapport au prix des biens de consommation ouvrière les prix des autres catégories de richesse tout en accroissant l'importance relative de celles-ci dans les dépenses totales des non salariés ». (ibidem, pp.32-33)

Mais ce n'est pas à réduire ce chômage là que Keynes veut s'atteler, mais bien à réduire un chômage *en excès* par rapport à ce niveau «d'équilibre», qu'il identifie d'ailleurs comme un niveau pouvant être qualifié «de plein emploi»:

« Est-il exact que les deux catégories précédentes couvrent tous les cas possibles de chômage (...) ? Il nous faut maintenant définir la troisième catégorie de chômage, c'est-à-dire le chômage involontaire au sens strict du mot, dont la théorie classique n'admet pas la possibilité. Il est clair qu'un état de chômage « involontaire » ne signifie pas pour nous la simple existence d'une capacité de travail non entièrement utilisée (...). Nous ne devons pas considérer non plus comme chômage « involontaire » le refus de travail d'une corporation ouvrière qui aime mieux ne pas travailler au-dessous d'une certaine rémunération réelle. De notre définition du chômage involontaire, il convient aussi d'exclure le chômage « de frottement » (...) De cette définition, il résulte que l'égalité du salaire réel et de la désutilité marginale de l'emploi, que présuppose le second postulat, correspond lorsqu'elle est interprétée dans le monde réel à l'absence de chômage « involontaire ». C'est cet état des affaires, lequel n'exclut ni le chômage « de frottement » ni le chômage « volontaire » que nous appellerons le « plein emploi » »

(Ibidem, pp.40-41)

6-2. La présentation trompeuse des termes du débat macroéconomique par Friedman

C'est donc bien à partir de la mise en avant préalable d'une notion proche de celle de chômage «d'équilibre» du marché du travail que peut être défini, aux yeux de Keynes, le concept qu'il souhaite fonder de chômage « involontaire au sens strict du terme ». Le chômage involontaire au sens strict est le chômage en excès par rapport au chômage d'équilibre (au sens où il ne s'y réduit pas), et qui donc, (1) n'est pas structurel dans ses origines, (2) n'est pas microéconomique dans ses déterminants, (3) n'est pas lié aux imperfections de la concurrence, et (4) exprime un état de violation du principe du salaire de réservation (invalidation du second postulat).

Il en appelle logiquement à des recettes autres que celles, microéconomiques et structurelles, imaginées par les classiques :

« *Cependant si la théorie classique n'est applicable qu'au cas du plein emploi, il est évidemment trompeur de l'appliquer au problème du chômage involontaire, à supposer qu'une pareille chose existe (et qui le niera ?)* »

(*Ibidem*, p.42).

C'est précisément la politique macroéconomique qui est alors identifiée, moyennant l'application du principe d'équivalence²¹ (entre existence du chômage involontaire et insuffisance de la demande effective) comme ayant pour objet de réduire ce chômage en excès dont la cause, logiquement, est *macroéconomique*, puisqu'elle exige, pour être identifiée, de sortir de la seule représentation microéconomique du marché du travail (invalidation du postulat de Say).

On mesure ainsi le déplacement introduit par Friedman, au moyen de son concept de taux de chômage naturel: il s'agit bien, nous l'avons évoqué, de présenter les politiques keynésiennes comme voulant réduire un taux de chômage d'équilibre du marché du travail, alors que le point de départ logique de Keynes, dans la constitution de sa *Théorie générale de l'emploi* est précisément inverse: d'abord identifier un niveau de chômage «d'équilibre» en concurrence imparfaite du marché du travail, pour circonscrire la zone de pertinence de l'action macroéconomique à la seule résorption de ce chômage qui, précisément par ce qu'il est *en excès* par rapport au chômage structurel du marché du travail, ne peut relever des recettes classiques (c'est-à-dire microéconomiques). C'est d'ailleurs pourquoi, à partir de ce point, sa démarche théorique consiste à présenter le chômage involontaire «au sens strict» comme un chômage pouvant exister à l'équilibre de concurrence pure et parfaite: c'est ce chômage qui ne se réduit pas aux imperfections de la concurrence sur le marché du travail.

Finalement Keynes aurait été évidemment d'accord pour affirmer que l'on ne peut réduire par des politiques macroéconomiques actives les chômages «de frottement» et «volontaire», lesquels, précisément, ne trouvent pas leur origine dans une déficience macroéconomique de la demande effective.

La démonstration de Friedman consiste à isoler les mécanismes microéconomiques par lesquels des politiques macroéconomiques peuvent réduire le chômage d'équilibre du marché du travail. Il ne démontre pas que les politiques macroéconomiques n'ont pas d'effet sur la résorption du chômage involontaire au sens entendu par Keynes, car un tel concept n'a pas de sens pour lui, qui réinstalle une vision entièrement pré-keynésienne des déterminants du niveau de l'emploi. Mais ce faisant, Friedman ne répond pas, sur le plan analytique, au problème posé par Keynes: pour reprendre l'expression de Mc Closkey, il rompt la « conversation policée » que devrait fonder, au sein de la communauté des économistes, une rhétorique assumée²². Et il en sera de même de Lucas et ses épigones. D'une certaine manière, en effet, tous les développements post-friedmaniens confirment ce glissement et cette présentation faussée du débat macroéconomique. Il en est ainsi, évidemment, de la

²¹ Cf. De Vroey [2004]

²² Reprenant Wayne Booth (*Modern Dogma and the Rhetoric of Assent*), elle affirme que « le propos de la rhétorique, n'est pas de convertir une autre personne à une idée préconçue, mais de favoriser une reconnaissance mutuelle ». Et elle conclue « La rhétorique, c'est l'exploration de la pensée au moyen de la communication » (Mc Closkey [1983], *op.cit.*, pp.66 -67)

nouvelle école classique. Mais il en est aussi des nouveaux keynésiens (dont Mankiw reconnaît qu'ils sont, par bien des aspects, plus friedmaniens que keynésiens²³) et des nouvelles théories du marché du travail qu'ils ont contribué à faire émerger et qui trouvent une expression synthétique dans la constitution du modèle WS/PS (Layard, Nickell et Jackman [1991]).

Dans ces modèles, comme, comme c'était le cas chez Friedman, le chômage effectif se fixe au niveau du chômage d'équilibre (le niveau de chômage résulte tout entier des déterminants structurels et microéconomiques de l'équilibre en concurrence imparfaite du marché du travail) et, dès lors, la montée du chômage de masse ne peut s'expliquer que par une montée du chômage d'équilibre, c'est-à-dire par une détérioration du fonctionnement microéconomique du marché du travail²⁴. Seules des politiques visant à réduire les imperfections de concurrence sont donc de nature à y porter remède : il n'y a effectivement plus de place, dans ce cadre, pour une action macroéconomique.

Autrement dit, en paraphrasant Keynes, « en dehors du chômage de frottement et du chômage volontaire, il n'y a [dans ces modèles] place pour aucune autre sorte de chômage. Les postulats classiques [que ces théories partagent] n'admettent pas la possibilité d'une troisième catégorie, (...) le chômage « involontaire ». (...) Cependant, si la théorie classique n'est applicable [de ce point de vue] qu'au cas du plein emploi, il est évidemment trompeur de l'appliquer au problème du chômage « involontaire », à supposer qu'une pareille chose existe. (Et qui le niera ?). (D'après Keynes, *op.cit.*, p.32 et 42).

7. CONCLUSION : UNE « SOPHISTIQUE REACTIONNAIRE »

Nous avons choisi dans cet article d'analyser la démonstration menée par Friedman dans son article séminal de 1968 sous l'angle de la critique littéraire au sens de Mc Closkey. Plus exactement, il s'est agi de souligner la présence cruciale d'éléments rhétoriques dans cette démonstration et d'analyser particulièrement le parallèle opéré par Friedman entre sa démonstration et celle menée par Wicksell sur la base de l'analogie revendiquée entre son concept de taux naturel de chômage et le concept wicksellien de taux naturel d'intérêt.

Nous avons souligné que cette analogie concentrait des preuves de nature extrinsèque (argument d'autorité au travers de la référence à Wicksell, remplissant la fonction éthique du discours) et des preuves intrinsèques qui se voulaient de nature logique.

Notre analyse nous a conduit à souligner toute la distance entre l'argumentaire friedmanien et celui de Wicksell : si l'objectif final est le même (rendre compte de la possibilité d'une rupture à court-terme de la dichotomie réel/monétaire, et analyser les conditions d'un retour à long-terme de la prééminence des déterminations réelles des grandeurs économiques), les mécanismes de rupture de la dichotomie réel/monétaire, la place qu'y occupe le processus inflationniste, le sens des causalités logiques convoquées, sont radicalement différents.

²³ « De bien des manières, l'économie keynésienne des années 90 ne ressemble pas à l'économie keynésienne des années 30, ni même à celle des années 60. Pour certains keynésiens anciens, la nouvelle économie keynésienne doit être difficile à reconnaître en tant que keynésienne. En effet, la nouvelle économie keynésienne peut sembler être plus proche de l'économie classique de David Hume, ou même de l'économie monétariste de Milton Friedman » (Mankiw, 1992, in : Abraham-Frois et Larbre, 1998, p.172).

²⁴ En l'occurrence, les estimations empiriques des modèles WS/PS conduisent bien, conformément à l'analyse théorique sous-jacente à un taux de chômage d'équilibre dont le niveau et la tendance sont proches de ceux du chômage effectif.

Au-delà, ces deux démonstrations aboutissent à des visions normatives différentes de l'économie et de la politique monétaires.

Finalement, il apparaît que l'argument d'autorité (*l'imprimatur* donnée par la référence à Wicksell) ne fonctionne plus, et que la démonstration logique revendiquée cache en fait un déplacement des termes du débat macroéconomique, assimilable en rhétorique à une manipulation de l'auditoire.

A son tour cette manipulation repose prioritairement sur la référence au caractère « naturel » du taux de chômage d'équilibre. Il y a là un argument contraignant qui remplit la fonction « pathétique » du discours en convoquant ce qu'il est possible désormais de nommer une « ruse sophistique ».

En l'occurrence, même si l'argumentaire de Friedman ne se réduit pas aux seuls éléments de rhétorique, et même si ceux-ci, par ailleurs, ne sont pas « condamnables » en soi, il est néanmoins possible de rapprocher la démonstration de Friedman, sans surprise, de ce que Hirschman [1991] qualifie de « sophistique réactionnaire », qui fonde sur l'affirmation de la naturalité des lois et phénomènes économiques tout l'argumentaire de présentation des politiques économiques comme des artifices : l'action que ces dernières recouvrent ayant pour objet de modifier des structures fondamentales permanentes, naturelles, elle est *a priori* totalement inopérante et vaine .

La recherche de lois économiques « naturelles » est, on le sait, pour une grande part inséparable de l'émergence de la science économique²⁵ comme discours savant autonome²⁶. Cette croyance dans la naturalité des mécanismes et des lois économiques, dont la portée idéologique est évidemment considérable, constitue en particulier un des traits constitutifs de la tradition dominante en science économique, de telle manière qu'on pourrait en faire une *summa divisio* de notre discipline (entre des orthodoxies « naturalistes » et des hétérodoxies « historicistes »), au même titre que d'autres, qui se recoupent et la renforcent (la surdéterminent) (entre une orthodoxie « réelle » et une hétérodoxie « monétaire », une orthodoxie « de la rareté » et des hétérodoxies portant le thème de son dépassement et de la résolution du problème économique ...). Cette référence à la naturalité des lois économiques et de l'ordre (équilibre) qu'elles déterminent est à ce point constitutive de la tradition « classique » qu'elle réapparaît de manière régulière, explicitement ou implicitement, dans le débat économique, tout à la fois comme un argument rhétorique et d'autorité.

²⁵ Consubstantielle, notamment, de la volonté de s'ériger en « science », et de s'affranchir de l'attraction de la philosophie politique et sociale, pour mieux s'édifier en une « arithmétique » politique susceptible de se bâtir par analogie aux sciences « exactes ».

²⁶ La science économique, dans sa conception dominante, s'inscrit en cela, dans la longue tradition de recherche, par la philosophie politique, d'un ordre « social » naturel. Moral dans la philosophie des socratiques, cet « ordre naturel » des sociétés, fondé sur le respect des quatre vertus cardinales (justice, courage, tempérance et sagesse), se devait d'être révélé aux hommes par les philosophes. Devenu religieux, cet ordre moral ne peut être éclairé et révélé que par les hommes de Dieu, ces scolastiques qui puisent dans les trois sources du savoir (les évangiles et les écrits patristiques, la philosophie antique et le Droit Romain), leur intelligence à la fois raisonnée et révélée du cosmos divin. Devenue amorale, la philosophie politique des théoriciens du Droit Naturel et des premiers théoriciens de l'État absolu, comme celle, plus tardive, des Lumières, n'en demeure pas moins attachée à l'idée de la nécessaire conformité des constructions sociales à un ordre naturel, non contingent, non relativiste, mais qui s'impose aux hommes avec la force des lois physiques. C'est évidemment cette idée que l'on retrouve chez Boisguilbert ou Quesnay, et qui est réaffirmée avec force par les premiers classiques : l'ordre « naturel » des sociétés est désormais un ordre économique, en l'occurrence marchand, qui impose ses lois et ses régularités, et doit être révélé aux hommes et à leurs princes par cette nouvelle « science » qui doit dominer en valeur toutes les autres puisque, précisément, elle détient la clé de la naturalité des ordres sociaux.

Il en est donc ainsi du concept de « taux de chômage naturel » qui a constitué le pivot de la contre – révolution monétariste initiée par Milton Friedman contre les conceptions keynésiennes du chômage et des moyens de sa résorption.

BIBLIOGRAPHIE

- **ABRAHAM-FROIS G. et LARBRE F. (eds.)**, [1998], *La macroéconomie après Lucas. Textes choisis*, Paris, Economica.
- **AMOSSY R.** [2000], *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin 2012.
- **BERAUD A. et FACARELLO G. (eds.)**, [2000], *Nouvelle Histoire de la pensée économique*, Paris, La Découverte, Tome 3, Des Institutionnalistes à la période contemporaine
- **BLANCHARD O.J. et L.H. SUMMERS**, [1988], "Beyond the Natural Rate Hypothesis", *American Economic Review*, vol.78, n°2, mai, pp. 182-187.
- **CAHUC P. et A. ZYLBERBERG**, [1999], "Le modèle WS/PS", *Annales d'économie et de statistiques*, Janvier, vol. 53, pp. 1-30.
- **CAHUC P. et A. ZYLBERBERG**, [2001], *Le marché du travail*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Université.
- **DE VROEY M.**, [2004], *Involuntary Unemployment: The Elusive Quest for a Theory*, London and New York, Routledge.
- **FRIEDMAN M.**, [1953], "The Methodology of Positive Economics", *Essays in Positive Economics*, Chicago, University of Chicago Press.
- **FRIEDMAN M.**, [1956], *Studies in the Quantity Theory of Money*, Chicago, the University of Chicago Press.
- **FRIEDMAN M.**, [1957], *A Theory of the Consumption Function*, Princeton, Princeton University Press.
- **FRIEDMAN M.**, [1968], "The Role of Monetary Policy", *American Economic Review*, March. Trad. fr. "Le rôle de la politique monétaire", in Abraham-Frois G. et F. Larbre (eds) (1998).
- **FRIEDMAN M. et SCHWARTZ A.**, [1963], *A Monetary History of the United States, 1867-1960*, Princeton, Princeton University Press.
- **FROBERT L.**, [2004], « *Si vous êtes si malins....* » : *Mc Closkey et la rhétorique des sciences économiques*, Lyon, ENS Editions, Coll. « Feuillet Économie Politique Moderne ».
- **GHERKE C. et H.D. KURZ**, [2000], "Le développement de la macroéconomie dans l'entre-deux guerres : l'apport continental", in Béraud, A. et G. Facarello (eds) (2000), Chapitre 33, pp. 192-235.
- **HAYEK (von) F.**, [1931], *Prices and Production*, London, Routledge and Kegan Paul. Trad. fr. *Prix et production*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, Réimpression 1985.
- **HIRSCHMAN A.**, [1991], *The Rhetoric of Reaction: Perversity, Futility, Jeopardy*, Boston, Harvard University Press. Trad.fr. : *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris : Fayard, 1991.
- **KEYNES J.M.**, [1936], *The General Theory of Employment, Interest and Money*, in Keynes, J.M. (1971-89), vol. VII. Trad. fr. *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1966. Edition citée, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1982.
- **LAVIALLE C.**, [2001], "L'épistémologie de Keynes et "l'hypothèse Wittgenstein" : la cohérence logique de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*", *Cahiers d'économie politique*, n°38, printemps, pp. 25-64.

- **MAC CLOSKEY D.**, [1983], "The Rhetoric of Economics", *Journal of Economic Literature*, vol. 31, pp. 434-461.
- **MALINVAUD E.**, [2003], "Réformes structurelles du marché du travail et politiques macroéconomiques", *Revue de l'OFCE*, n°86, Juillet.
- **MANKIW N.G.**, [1992], "The Reincarnation of Keynesian Economics", *European Economic Review*, April. Trad. fr. "La réincarnation du keynésianisme", in Abraham-Frois G. et F. Larbre (eds) (1998), pp. 171-178.
- **MEYER M.**, [1999], *Histoire de la Rhétorique : des Grecs à nos jours*, Paris, Le Livre de Poche, coll. « Biblio-Essais »
- **MEYER M.**, [2004], *La rhétorique*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? » N° 2133.
- **PHILLIPS A.W.**, [1958], "The Relation between Unemployment and the Rate of Change of Money Wage Rates in the United Kingdom: 1861-1957", *Economica*, November. Trad. fr. "La relation entre taux de chômage et taux de variation des salaires nominaux au Royaume Uni entre 1861 et 1957", in Abraham-Frois G. et F. Larbre (eds) (1998), pp. 3-17.
- **RIVOT S.**, [2012], « The Great Divide? Keynes and Friedman on Employment Policy », *Cahiers d'Économie Politique / Papers in Political Economy*, 2012/1, n°62, pp. 223 - 251
- **ROBRIEUX J-J**, [1993], *Éléments de rhétorique et d'argumentation*, Paris, Dunod.
- **SMITH, A.**, [1776], *An Inquiry into the Nature and the Causes of the Wealth of Nations*, Oxford, Clarendon Press, 1976. Trad. fr. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Garnier-Flammarion, 1991, 2 vols., *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, PUF, 1995, 4 vols.
- **SNOWDON B. et H.R. VANE**, [1999], *Conversations with Leading Economists. Interpreting Modern Macroeconomics*, Cheltenham, Edward Elgar.
- **SNOWDON B. et H.R. VANE**, [1997], Modern Macroeconomics and its Evolution from a Monetarist Perspective: an Interview with Professor Milton Friedman, *Journal of Economic Studies*, vol. 24, pp. 192-221.
- **SRAFFA P.**, [1932a], "Dr Hayek on Money and Capital", *The Economic Journal*, March. Trad. fr. "La théorie du Dr Hayek à propos de la monnaie et du capital", *Cahiers d'économie politique*, n°9, automne 1984.
- **SRAFFA P.**, [1932b], "Money and Capital: A Rejoinder", *The Economic Journal*, June.
- **WICKSELL K.**, [1898], *Geldzins und Guterpreise bestimmenden Ursachen*, Iena, Fisher. Trad. Anglaise *Interest and Prices. A Study of the Causes Regulating the Value of Money*, London, MacMillan, 1936.
- **WICKSELL K.**, [1901], [1906], *Föreläsningar i nationalekonomi*, Stockholm, Fritzes, 2 vols. (resp. 1901 et 1906). Trad. Anglaise *Lectures on Political Economy*, London, Routledge and Kegan Paul, 1934-35, 2 vols.
- **WITTGENSTEIN L.**, [1953] *Philosophische Untersuchungen*, avec trad. angl. G. E. M. Anscombe, *Philosophical Investigations*, Oxford. Trad. fr.: *Investigations philosophiques*, trad. P. Klossowski, Gallimard, Paris, 1961.